



Conférence de presse

18 octobre 2024

PAGE 4

Agenda de la CGT

PAGE 7

Analyse CGT du PLF et PLFSS 2025

PAGE 13

Liste noire des plans de licenciement

Dossier du 18 octobre 2024

Agenda

De la CGT

Octobre 2024

21 Octobre : Colloque sur le financement des retraites à l'Assemblée Nationale

En présence notamment de Sophie Binet, François Hommeril (CFE-CGC), Yvan Ricordeau (CFDT), Benoit Teste (FSU), Muriel Guilbert (Solidaires), Dominique Corona (UNSA) et de représentant.e.s de FO et de la CFTC, à l'invitation d'Eric Coquerel et Charles de Courson

22 Octobre : Journée de déploiement TPE pour aller à la rencontre des salarié.es d'une coopérative dans le Finistère sur les questions sociales et environnementales, en présence de Sophie Binet

29 Octobre : Journée de mobilisation unitaire pour l'hôpital et le système de santé et d'action sociale

30 Octobre : 12ème rencontre Commissions paritaires régionales interprofessionnelles de l'artisanat (CPRIA)

Table ronde autour des élections TPE avec Sophie Binet (CGT), Luc Mathieu (CFDT), François Hommeril (CFE-CGC), Cyril Chabanier (CFTC), et Frédéric Souillot (FO); ainsi que le Président de l'U2P Michel Picon et du Vice-Président de l'U2P Jean-Christophe Repon

30 Octobre : Journée de mobilisation des travailleurs et travailleuses privé.es d'emploi et précaires (CNTPEP-CGT)

31 Octobre : Conférence de presse CGT sur les élections TPE

Publication du sondage de la CGT

Novembre 2024

5 Novembre : Salon du livre d'histoire sociale à la Bourse Nationale du Travail de Montreuil

7 Novembre : Plan d'action syndical pour l'environnement : Journée d'étude CGT « Mobilités transports » à la Bourse Nationale du Travail de Montreuil

"Quelle mobilité pour subvenir aux besoins de demain et quelle industrie pour y répondre ?". Cette journée n'est pas accessible à la presse.

8 Novembre : Visite du site Naval Group à Lorient en présence de Sophie Binet

14 Novembre : Journée de déploiement TPE à Toulouse

En présence de Sophie Binet : visite de la rédaction de la Dépêche du Midi et rencontre avec des salarié.es TPE

18 Novembre : Rencontre sur le déploiement du Radar Travail Environnement, l'outil développé par l'UGICT visant à combattre le greenwashing des entreprises.

Cet événement est accessible à la presse en demandant une accréditation par mail : presse@ugictcgt.fr.

21 Novembre : Journée d'action dans le secteur de la petite enfance

23 Novembre : Journée unitaire d'action de lutte contre les violences faites aux femmes et minorités de genre

28 Novembre : Journée de déploiement TPE sur le marché international de Rungis

En présence de Sophie Binet : visite du marché

29 Novembre : 9ème édition des Journées de l'économie à Dijon organisées par Alternatives économiques

Table ronde "Mieux vivre son travail et de son travail : quel rôle pour les syndicats et le patronat ?" en présence de Sophie Binet (CGT), Marylise Léon (CFDT), Hugues Victor (UDES), François Hommeril (CFE-CGC)

Décembre 2024

05 Décembre : Colloque CGT sur le sport comme vecteur d'émancipation

4 tables rondes sont organisées autour des thèmes suivants :

1- *Le racisme*

2- *Les discriminations LGBTQIA+*

3- *Le sexisme*

4- *Les discriminations envers les personnes en situation de handicap*

12 Décembre : Rencontres d'Options mises en place par l'UGICT sur les professions intermédiaires et techniciennes

3 tables rondes et des débats sont organisées sur les thématiques suivantes :

1- *Professions intermédiaires : l'angle mort du salariat*

2- *Que valent nos diplômes ?*

3- *Femmes et professions intermédiaires, la triple peine*

Analyse CGT

PLF et PLFSS

2025

1. Introduction

Le gouvernement de Michel Barnier a présenté jeudi 11 octobre son projet de loi de finances et son projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour l'année 2025. Comme annoncé depuis plusieurs jours, le gouvernement prévoit un effort de 60 milliards dont la plupart va se faire sur le dos des salarié.es et des retraité.es.

Dans la continuité du macronisme, ce sont les salarié.es et les retraité.es à qui l'on demande à nouveau de payer l'addition du déficit creusé depuis 7 ans au seul bénéfice des grandes entreprises, de leurs actionnaires et dirigeant.es. Malgré l'affichage de la hausse des impôts pour les plus riches et pour les entreprises, la CGT dénonce des mesures cosmétiques qui servent d'écran de fumée pour cacher de nouvelles décisions austéritaires pour la vie des travailleurs et travailleuses.

Les aides publiques pour les entreprises c'est 175 milliards par an, c'est un tiers du budget de l'État. Et le tout sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de l'efficacité. Depuis 2017, le résultat c'est :

- 30% d'augmentation des actionnaires du CAC 40 ces dernières années ;
- Les 10 français les plus riches ont multiplié leur fortune par 3,88 depuis 2017 ;
- 16 milliards de baisse d'impôt des sociétés ;
- 19 milliards de baisse d'impôt de production ;
- 2 milliards de perdu avec la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes.

Et pour les travailleur.euses, retraité.es et les jeunes ?

- 2 ans de vie en moins ;
- 3 réformes de l'assurance chômage ;
- L'austérité salariale ;
- Une violente réforme du code du travail ;
- Régime sec pour les services publics avec la fermeture de 5000 lits par an dans les hôpitaux depuis le COVID.

Ce n'est pas aux salarié.es et retraité.es de payer l'addition !

2. Conséquence sur la vie des salarié.es

A la recherche le 40 milliards : le gouvernement coupe tous azimuts dans les dépenses publiques. Le PLF 2025 prévoit que l'État et ses opérateurs se retrouvent privés de 21,5 milliards, soit plus de la moitié des réductions de dépenses prévues :

- 15 milliards liés à la stabilisation des crédits aux ministères, conformément aux lettres plafond établies par le précédent gouvernement ;
- 5 milliards d'économies supplémentaires (amendements du gouvernement) ;
- 1,5 milliard des opérateurs de l'État ;
- 5 milliards d'euro de baisse de budget pour les collectivités territoriales.

Les comptes de la sécurité sociale sont quant à eux, amputés de 14,8 milliards, dont :

- 4 milliards sur les dépenses des administrations de la sécurité sociale ;
- 4 milliards sur les pensions de retraites et l'Assurance-Chômage ;
- 1,7 milliards sur le remboursement de frais de santé et les indemnités journalières.

Fonction publique

Alors que nos services publics sont à bout de souffle, le gouvernement décide à nouveau de les amputer en prévoyant notamment :

- 5 milliards d'euros d'économies dans les collectivités territoriales ;
- Un solde de 2200 suppressions de postes dans la fonction publique qui masque un total de 4000 suppressions dans l'éducation nationale, alors que nous manquons d'enseignant et que les classes sont surchargées ;
- Le gel du point d'indice des fonctionnaires en 2024 et en 2025, alors que leurs salaires ont baissé de plus de 18% depuis 2010, et qu'1% d'augmentation du point d'indice (2 milliards) ne représente que 2% des aides publiques aux entreprises

Emploi Travail

Alors que la priorité affichée du gouvernement est de permettre à tout.es de travailler, le gouvernement prévoit notamment de :

- La diminution de 500 postes au sein de l'opérateur France Travail, que le gouvernement justifie par la baisse du nombre de chômeurs alors que l'arrivée de 1.5M de bénéficiaires du RSA devra être pris en charge par ces mêmes services ;
- La diminution de 140 Md'€ du budget du Contrat d'Engagement Jeune Missions locales qui représente 200 000 bénéficiaires ;
- La suppression des emplois francs d'aide à l'embauche des habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) qui représente une économie prévue de 300Md'€.

FOCUS SUR LES APPRENTIS

Le gouvernement fait le choix, en reciblant les aides apportées dans le cadre de l'apprentissage (passage de 6000 à 4500 euros pour un étudiant à bac +3, suppression des aides pour les diplômés de niveau 6 et 7), d'impacter directement les apprentis. Désormais les apprentis devront payer la CSG et la CRDS, c'est une baisse directe de leur salaire de 200 à 300 euros.

Application des taux CRDS et CSG avec abattement frais professionnel sur minima de rémunération des apprentis	16-17 ans	18-20 ans	21-25 ans	+ de 26 ans
1ère année	0,00€	0.00€	89,25€	168,39 €
2ème année	0,00€	85,88€	102,72€	168,39 €
3ème année	92,62€	112,82€	131,35€	168,39 €

C'est bien dans les plus de 20 milliards d'aides à l'apprentissage dont l'inefficacité a été pointée par de nombreux rapports qu'il faut tailler, pas dans la rémunération des apprentis

Transition Ecologique :

Alors que le rapport Pisani-Ferry préconise à minima des investissements publics de 34 Md€ pour la transition, pour permettre notamment la rénovation des logements (14Mds), des bâtiments publics (10Mds), le budget du Ministère de la Transition Écologique, bien qu'en augmentation de + 2 Md€, prévoit des économies sur :

- Le Fond Vert dédié à la transition des collectivités qui perd 1,5 Md€ ;
- Ma Prime Renov (rénovation énergétique des logements) qui perd 500M€ ;
- Les aides pour les véhicules électriques qui perdent 500M€ ;
- La biodiversité perd 66,4 M€ ;
- L'enveloppe d'1,2 Md€ pour la rénovation énergétique du parc HLM est supprimée.

Face au dérèglement climatique et à l'urgence d'investir dans la transition écologique, nous avons besoin de financer la transition écologique. Une consultation sur la stratégie énergie-climat de la France va s'ouvrir, qui influencera la Programmation Pluriannuelle de l'Energie et la Stratégie Nationale Bas Carbone. Elle devrait être ouverte au grand public, la CGT saura y prendre toute sa place.

Dans les collectivités territoriales :

Les collectivités devront contribuer à hauteur de 5 milliards d'euros, représentant environ 12,5 % de l'effort global de réduction des dépenses publiques, cela prévoit notamment

- Le gel de la dotation Globale de Fonctionnement (DGF) ;
- La réduction du Fond vert (-1,5 Md€), ce qui remettra en cause certains projets de réfection de bâtiments, isolation, etc.

Dans la santé :

Alors même que l'on dénombre en moyenne 5000 fermetures de lits d'hôpitaux par an depuis le COVID, des fermetures de maternité et d'urgence, et que l'accès au soin et à la santé est de plus en plus difficile et coûteux, le gouvernement s'attaque de plein fouet aux dépenses de sécurité sociale en :

- Baissant le taux de prise en charge des consultations médicales par l'Assurance Maladie de 70 à 60% alors que leur montant va augmenter ;
- Baissant le montant des indemnités journalières de sécurité sociale ;
- Ne prévoyant aucun plan de financement des Ehpad, hôpitaux publics ;
- Ne prévoyant aucun plan de lutte contre la désertification médicale.

Pour les retraités :

Le gouvernement a annoncé le décalage de l'augmentation des pensions de janvier à juillet 2024 (4 Mds), ce qui conduit à ne pas compenser l'inflation pour les retraités, à l'exception des bénéficiaires de l'ASPA (minimum de vieillesse), le montant en 2024 à taux plein est de 1 012,02€ par mois pour une personnes seule.

Montant mensuel de la pension	Perte mensuelle	Perte sur 6 mois (durée du gel)
Niveau du SMIC	35 €	210€
1531 €/ net	38€	228 €
2000€ net/	50€	300€

Cette coupure représente 200 à 300 euros de baisse par an dans leur portefeuille.

De plus, la CGT s'alarme sur l'absence de mesures concernant la prise en charge de nos ainé-es et de la petite enfance. Après les nombreux scandales ayant révélé un système de soin défaillant des groupes privés lucratifs, il est nécessaire d'investir pour la création d'un service public de la petite enfance et des personnes âgées.

Ponction de 20 milliards pour les plus riches et les entreprises : un petit pas, mais encore du boulot !

Le budget prévoit la contribution ciblée exceptionnelle temporaire des ménages les plus aisés dont le revenu de référence dépasse 250 000 € pour un célibataire et 500 000 € pour un couple (taux moyen minimum d'imposition de 20 %) permettant de récolter 2 Mds€ en 2025.

La surtaxe de l'impôt sur les sociétés (IS) exceptionnelle pour les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros permettra de récolter 8 milliards d'euros en 2025. Elle sera réduite de moitié en 2026 et prendra fin en 2027.

Ces deux mesures, bien que positives, ne peuvent pas rester exceptionnelles. La CGT demande à revoir l'ensemble du système fiscal et arrêter les cadeaux faits aux plus riches et aux plus grosses entreprises.

Il faut rappeler qu'en 2022, les entreprises implantées en France ont bénéficié de 64 Md€ d'aides de l'État sous formes d'aides budgétaires (28 Md€) et d'aides fiscales (36 Md€), auxquelles s'ajoutent les exonérations de cotisations sociales, les aides de l'Union européenne et celles des collectivités territoriales. Ces aides se sont fortement accrues au cours des 7 dernières années, et ont été multipliées par 3,5 en 15 ans !

Plusieurs rapports mettent en évidence le manque de ciblage de ces aides et leur coût exorbitant pour la puissance publique.

3. Propositions de la CGT

Un autre budget et une vraie sécurité sociale sont possibles

- **Investir massivement dans nos services publics** et nos infrastructures pour préparer l'avenir.
- Mettre le budget au service d'un **plan stratégique de réindustrialisation** du pays.
- Mettre en place une **réforme fiscale** qui permettrait plus de **justice fiscale** avec notamment :
 - le rétablissement des impôts pour les entreprises (impôt sur les sociétés et CVAE), et la modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction du comportement des entreprises en matière sociale et environnementale,
 - une taxation dissuasive des dividendes et des rachats d'actions,
 - le rétablissement de l'impôt sur la fortune,
 - une meilleure progressivité de l'Impôt sur le Revenu,
 - la baisse de la TVA sur les produits de 1ère nécessité,
 - la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (90 milliards annuels) par l'embauche d'inspecteurs des finances.
 - la conditionnalité des 175 milliards d'aides publiques annuelles aux entreprises,
 - l'élargissement de la taxe sur les activités polluantes pour inciter à la transition écologique.
- **Concernant la sécurité sociale** : elle doit répondre intégralement aux besoins et les recettes doivent être assurées par des cotisations sociales.
- Revoir la politique d'exonérations de cotisations sociales dont le montant s'élève à 80 milliards (augmentés de 20 milliards depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron)
- **Abroger la réforme des retraites**

Liste noire **des plans de** **licenciements**

Recensement CGT de septembre
2023 à septembre 2024

Cette liste constitue une version mise à jour de celle publiée au mois de mai dernier à l'occasion des Etats généraux de l'industrie et de l'environnement organisés par la CGT.

Elle comprend **180 plans de suppression d'emplois** sur la période septembre 2023/septembre 2024.

Si les localisations géographiques ne sont pas identifiées pour tous ces plans, **125 sites à caractère industriel qui sont identifiés.**

Sont recensés **47 272 emplois menacés ou supprimés, dont 21 191 pour la seule industrie.**

Ces chiffres sont à mettre en rapport avec les annonces faites lors de l'édition 2024 de Choose France : "**Les 15 milliards d'euros d'investissements permettront de créer ou maintenir plus de 10 000 emplois**" selon Business France¹, concernant « **56 projets** »².

Concernant l'industrie, si on retranche les 1 500 emplois d'intérimaires et sous-traitants identifiés dans le recensement CGT, on arrive au chiffre de 19 691 emplois directs supprimés ou menacés dans l'industrie. Si on applique à ce chiffre le ratio de 4,5 emplois indirects et induits pour 1 emploi industriel (repris par la BPI dans le bilan de son Fonds SPI, sur la base des données INSEE³), cela représenterait un volume d'emplois générés de 88 609. La nature des emplois supprimés ou menacés recensés par la CGT n'étant pas connue de manière systématique (et pouvant comprendre une part d'emplois intérimaires notamment), on peut aussi raisonner sur une estimation plus basse de 2 emplois induits, soit 39 382 emplois.

Si on cumule le total des emplois supprimés ou menacés (47 272) et le potentiel d'emplois indirects et induits dans l'industrie (39 382 hypothèse basse, 88 609 hypothèse haute), on arrive à l'évaluation globale d'**un impact négatif compris entre 86 654 et 135 881 emplois.**

De manière générale, ces derniers chiffres ne tiennent pas compte des emplois induits pour les secteurs hors industrie. Par exemple, dans le cas de la Société générale, le syndicat CGT de l'entreprise évalue l'impact négatif à 3000 emplois chez les prestataires en plus des 1050 du PSE (impact inclus dans notre recensement).

L'impact négatif sur **86 654 à 135 881 emplois** est forcément un minimum, d'autant que ce recensement n'est certainement pas exhaustif. Cette estimation de l'impact des plans annoncés ou mis en œuvre sur la seule période septembre 2023/septembre 2024 nous conduit à contester fortement le triomphalisme gouvernemental quant à l'efficacité de sa politique au service des intérêts du capital, notamment en matière de reconquête industrielle et de développement du territoire.

Ces éléments sont aussi à considérer sur le temps long, en lien avec le bilan mis en avant par le gouvernement sur les créations d'emplois industriels. Concernant l'emploi salarié

¹ https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/sommet-choose-france-les-15-milliards-d-euros-d-investissements-permettront-de-creeer-ou-maintenir-plus-de-10-000-emplois-salue-business-france_6541199.html, 13 mai 2024

² https://www.francetvinfo.fr/economie/industrie/choose-france-un-montant-record-d-au-moins-15-milliards-d-euros-d-investissements-etrangeers-pour-56-projets_6540116.html, 13 mai 2024

³ <https://www.bpifrance.fr/nos-actualites/fonds-spi-3-200-emplois-directs-generes-par-les-nouveaux-sites-industriels>

dans l'industrie manufacturière, on constate une très légère hausse de 6% entre le troisième trimestre 2017 et le deuxième trimestre 2024 (pour environ 147 900 emplois en 7 ans). Mais **avec 3,27 millions d'emplois dans le secteur industriel, nous restons très loin des 5,5 millions des années 1970 !**

La conjoncture reste plus qu'inquiétante⁴ : le cabinet Trendeo a récemment relevé une augmentation du nombre de fermetures d'usine depuis le début de l'année, avec une tendance à l'accélération sur les derniers mois. Ces chiffres rejoignent ceux de la Banque de France concernant les défaillances d'entreprises, qui ont augmenté en août et atteignent leur niveau de 2019, avec un record de 50% des faillites dans l'industrie en un an.

Notre recensement illustre notamment la casse industrielle en cours dans la filière automobile, particulièrement chez les équipementiers. Les industries chimiques et celles du papier sont également tout particulièrement impactées par ce processus de casse.

Concernant les évolutions de plusieurs dossiers recensés en mai, on observe plusieurs situations où les menaces sur l'emploi se sont concrétisées sur l'hypothèse haute du volume d'emplois menacés : c'est le cas pour le plan de suppression d'emploi chez Casino qui porte finalement sur plus de 3300 emplois pour une fourchette basse initiale de 1300 emplois (septembre 2024) et pour le distributeur de prospectus Milee dont le placement en liquidation judiciaire en septembre marque la dernière étape d'un processus qui aura conduit au total à 10 000 suppressions d'emplois.

Quelques situations ont évolué positivement depuis le recensement publié en mai par la CGT. C'est le cas à Ascométal et chez Metex, suites à des reprises, et chez Morassuti et Duralex avec la création de SCOP. **Dans tous les cas la mobilisation des travailleuses et travailleurs, avec leurs organisations syndicales, a été un facteur indispensable pour empêcher la destruction de sites industriels. C'est en ce sens que dans de nombreuses entreprises, les militantes et militants de la CGT se battent au quotidien pour défendre les emplois et les outils industriels.**

⁴ Dépêche AFP du 23 septembre 2024

Industries chimiques

Laboratoires pharmaceutiques

Le tract du 24 avril 2024 de la Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT évoque le fait que « D'ici à fin 2026, les laboratoires pharmaceutiques s'apprêtent à supprimer plus de 1600 postes en France ». « Cette hécatombe de postes en CDI est d'autant plus alarmante lorsqu'on considère le rapport du LEEM de 2023 (le syndicat des patrons des laboratoires pharmaceutiques), qui souligne que pour chaque emploi direct dans l'industrie pharmaceutique, trois emplois sont créés dans l'économie. Ainsi, la suppression prévue de plus de 1 600 postes se traduirait par la disparition de plus de 6 400 emplois.

Il est indécent de voir des suppressions d'emplois au moment où le gouvernement fait l'éloge de l'innovation santé 2030 dans le cadre de France Relance, entraînant la mobilisation de 1,7 milliard d'euros d'argent public pour alimenter une industrie du médicament qui reste bien privée. »

Recensement indicatif avec date de clôture du PSE :

- **Mayoly Spindler** : PSE de 69 personnes dans les **Yvelines** (12.23)
- **Viatrix Santé SAS** : PSE de 99 personnes (décembre 2026)
- **Organon France SAS** : PSE de 37 personnes (juillet 2026)
- **Janssen** : PSE de 27 personnes (juin 2026)
- **Intervet SAS** : PSE de 19 personnes (juin 2026)
- **Merck Serono SAS** : PSE de 21 personnes
- **Sangamo Therapeutics France SAS** : PSE de 92 personnes (décembre 2024)
- **MSD France** : PSE de 102 personnes (juillet 2026)
- **Johnson & Johnson Medical SAS** : PSE de 101 personnes (juin 2025)
- **Baxter SAS** : PSE de 26 personnes (octobre 2025)
- **Pfizer SAS** : PSE de 76 personnes
- **Biogen Management Services GmbH** : PSE de 58 personnes (mars 2027)
- **Domain Therapeutics** : PSE de 22 personnes (avril 25)
- **Vifor Pharma** : PSE de 46 personnes (juin 2025)
- **Sanofi** : PSE de 330 personnes concernant des sites du **Val-de-Marne** et de **l'Hérault** (annonce 04.24); « Une vision purement capitaliste de la santé, d'autant qu'en 2022 l'entreprise française a enregistré un bénéfice de 10 milliards d'euros. « Chaque année, Sanofi bénéficie autour de 100 millions d'euros grâce au crédit d'impôt recherche. On ne peut pas continuer à verser de l'argent public à une entreprise qui à la fois réduit nos capacités de production, entraîne une pénurie de médicaments et licencie ses travailleurs », assène Pascal Savoldelli, sénateur PCF du Val-de-Marne. (...) Le parlementaire entend, en ce sens, adresser une question écrite à Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances. « Je vais lui demander un récapitulatif de toutes les subventions dont a bénéficié Sanofi depuis

2008. J'ai peur qu'on arrive à un chiffre entre 2 à 3 milliards d'euros d'aides publiques ».⁵ ; Sanofi, c'est 5 milliards versés aux actionnaires en 2023⁶ (dont 4,4 milliards de dividendes versés et 600 millions de rachat d'actions).

- **Guerbet SA** : PSE de 37 personnes (mars 2025)
- **Soit** : 1162 personnes

Autres activités

- **Knauf Industries** (emballages plastiques) : fermeture du site dans le **Loiret** et PSE sur 123 emplois (09.23)
- **Yara (fertilisants chimiques)** : PSE sur 139 emplois en **Loire-Atlantique** (11.23)
- **Air Liquide** : PSE sur 479 personnes à VitalAir (5.12.23) ; au moins 500 emplois supplémentaires menacés selon les syndicats dans les autres entités de la filiale PharmaDom, dont Orkyn (annonces direction 07.23) ; « *Le chiffre d'affaires d'Air Liquide à son plus haut, dopé par la flambée des prix de l'énergie. Air Liquide, spécialiste de l'hydrogène et des gaz industriels, a réalisé en 2022 un bénéfice net en hausse de 7,3% à 2,75 milliards d'euros, dopé par « une efficacité opérationnelle très forte » et la flambée des prix de l'énergie qui a été répercutée à ses clients.* »⁷. Air Liquide a versé 1,7 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,6 milliards de dividendes versés et 100 millions sous forme de rachat d'actions).
- **Yves Rocher** : PSE sur 300 emplois en **Bretagne** (01.24) ; 160 emplois supplémentaires menacés
- **Timac agro** (engrais chimiques) : PSE sur 34 salariés (01.24) en **Charente-Maritime**
- **Adisseo Commentry (compléments alimentaires)** : plan de suppression de 47 emplois dans l'**Allier** ; annonce direction 22.1.24
- **Syensqo (production vanilline)** : plan suppression de 54 emplois dans le **Rhône** ; annonce direction 26.1.24
- **Pier Augé** (cosmétiques) : liquidation judiciaire de l'entreprise située à Châteauroux (**Indre**) ; 30 licenciements (03.24)
- **Exxon Mobil (pétrochimie)** : 677 emplois supprimés par réduction activités plateforme pétro-chimique Port-Jérôme-sur-Seine (**Seine-Maritime**) ; annonce direction (12.4.24)
- **Niche Fused Alumina** (laminés) : redressement judiciaire 04.24 ; 177 emplois menacés en **Savoie**
- **Cotelle/groupe Colgate** (produits ménagers dont production d'eau de Javel) : fermeture du site dans le **Rhône** pour une délocalisation en Belgique et PSE sur 104 emplois (04.24) ; **l'entreprise rapporte 2 millions d'euros par an et le groupe Colgate, à qui elle appartient, lui, enregistre en moyenne un bénéfice de 3 milliards d'euros par an**⁸.

⁵ <https://www.humanite.fr/social-et-economie/cgt/sanofi-300-postes-supprimees-au-service-oncologie> 18 avril 2024

⁶ <https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-un-nouveau-record-pour-les-actionnaires-du-cac-40>

⁷ <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/le-chiffre-d-affaires-d-air-liquide-a-son-plus-haut-dope-par-la-flambée-des-prix-de-l-energie-952091.html> 16 février 2023

⁸ <https://www.cgt.fr/actualites/auvergne-rhone-alpes/industrie/mobilisation/lusine-cotelle-rapporte-2-millions-deuros-par-mais-colgate-veut-la-fermer>

- **Givaudan-Lavirotte/Isaltis** : restructuration en cours avec **9 licenciements dans le Rhône (05.24)**
- **Carpenter** (plasturgie ; **Seine-Maritime**) : 35 emplois menacés (06.24)
- **Pullflex** (équipements auto en mousse ; **Indre-et-Loire**) : 56 emplois menacés (06.24)
- **Vencorex (Isère)** : le tribunal de commerce de Lyon a placé l'entreprise en redressement judiciaire le 10 septembre ; 500 emplois directs menacés et 5000 emplois induits selon la FNIC CGT (09.24)
- **Solvay (Gard)** : annonce direction de cessation d'activité en avril 2025 ; 68 emplois appelés à être supprimés (09.24)
- **Weylchem (Oise)** : 150 emplois menacés (09.24)

Métallurgie

Filière automobile

- **Akwel** (équipementier auto) : PSE sur 78 emplois en **Seine-Maritime** (09.23)
- **Tokheim Grentheville (Calvados)** : équipementier ; fermeture de l'usine ; PSE sur 48 emplois (09.23)
- **Bosch** (pièces auto) : annonce de la fermeture du site de Marignier en **Haute-Savoie** ; 153 emplois impactés (05.24) ; annonce supplémentaire de fermeture en 2026 du site Bosch de Mondeville (**Calvados**) ; 413 emplois concernés (08.24)
- **Marelli** (corps pour moteurs thermiques) : PSE sur 292 emplois dans l'**Orne** (10.23) ; délocalisation en Slovaquie
- **Autoliv** (équipementier auto) : plan de suppression de 320 postes dans le **Finistère**, en **Seine-Maritime** et dans la **Vienne** ; annonce direction 10.23
- **ZF-PWK Mécacentre** (équipementier auto) : liquidation et fermeture de l'usine dans la **Loire** ; PSE sur 178 emplois (11.23)
- **Valéo** (équipementier auto) : plan de suppression d'emplois dans le **Val-de-Marne**, les **Yvelines** et le **Val-d'Oise** ; 412 emplois (annonce direction 01.24) ; nouveau plan de restructuration menaçant 1120 emplois en **Isère**, **Sarthe**, **Yvelines** ; usine de L'Isle-D'Abeau : 350 salariés ; usine de la Suze-sur-Sarthe : 270 salariés ; site R et D de la verrière : 500 salariés (07.24)
- **Catensys Calais (équipementier auto)** : PSE ; 73 emplois supprimés dans le **Pas-de-Calais** ; annonce direction 17.1.24
- **Mahle-Behr** (équipementier auto) : plan de suppression annoncé sur 135 emplois en **Moselle** ; annonce direction 02.24
- **Continental Automotive France (équipementier auto)** : plan de 240 suppressions de postes en **Haute-Garonne** ; annonce direction 02.24
- **Stellantis** : Stellantis Mulhouse (**Haut-Rhin**) = suppression de l'équipe de nuit, 600 emplois d'intérimaires supprimés, annonce direction 24.1.24 ; Stellantis Metz (**Moselle**) = 230 emplois menacés de suppression (03.24) ; Stellantis a versé

5,7 milliards à ses actionnaires en 2023⁹, dont 4,2 milliards de dividendes versés et 1,5 milliards de rachat d'actions).

- **Forvia (équipementier auto)** : 90 emplois supprimés d'ici à 2025 dans l'usine de Bains-sur-Oust, en **Ille-et-Vilaine** (CSE central 02.24) ; nombreux autres emplois sur la sellette suite annonce direction suppression de 10 000 emplois en Europe (02.24)
- **Faral Automotive** (reconditionnement auto) : 40 emplois supprimés en **Mayenne** ; cessation d'activité 04.24
- **Impériales Wheels** (équipementier auto) : 176 emplois supprimés dans l'**Indre** ; liquidation judiciaire 06.24
- **MA France Aulnay-sous-Bois** : 400 emplois supprimés dont 120 intérimaires, en **Seine-St-Denis** ; liquidation judiciaire 05.24
- **Usinage de Compiègne SAS (sous-traitant auto)** : 39 emplois en CDI et 8 intérimaires supprimés dans l'**Oise** ; cessation d'activité 07.24
- **Groupe Inteva (Calvados)** : PSE sur 110 emplois sur 210 à Esson (07.24)
- **Fonderie de Bretagne (Morbihan)** : 500 emplois menacés CSE extraordinaire (07.24)
- **Dana Thermal Products (Oise)** : rupture conventionnelle collective sur 30 emplois (07.24)
- **Renault Alpine (Essonne)** : 350 emplois menacés (08.24)
- **Walor (Ardennes)** : 212 emplois menacés (23.9.24)
- **Novares (Bas-Rhin)** : CSE le 25.09.24 annonçant la fermeture du site d'Ostwald ; PSE sur 122 emplois
- **Dumarey Powerglide (Bas-Rhin)** : usine menacée de fermeture, première vague de 300 licenciements lancée fin 09.24 et 300 emplois supplémentaires menacés
- **Efi Automotive (Ain)** : restructuration et PSE portant sur 70 emplois (09.24)
- **Gaussin** (véhicules logistiques ; **Haute-Saône**) : redressement judiciaire ; 85 emplois menacés (09.24)

Autres filières

- **General Electric** : PSE sur 62 emplois dans la filiale éolienne dans le **Doubs** (09.23) ; plan de suppression de 360 emplois dans la filière éolienne en **Loire-Atlantique** (annonce direction 09.24)
- **Clestra Metal** : PSE sur 125 salariés dans le **Bas-Rhin** ; liquidation 4.10.23
- **Steelcase** (mobilier de bureau) : PSE sur 38 emplois en **Moselle** et dans le **Bas-Rhin** (10.23)
- **Meccano** (jouets) : fermeture du site de Calais (**Pas-de-Calais**) ; 28 licenciements ; machines envoyées en Hongrie (10.23)
- **Sidel** (emballage pour boissons) : PSE sur 109 emplois dans le **Calvados** ; fermeture usine 11.23
- **Amphenol Antennas** (antennes pour téléphonie mobile) : PSE sur 75 salariés touchant les deux sites des **Côtes-d'Armor** et d'**Indre-et-Loire** ; annonce direction 12.23

⁹ <https://analyses-propositions.cgt.fr/memo-eco-un-nouveau-record-pour-les-actionnaires-du-cac-40>

- **Ancor Flexibles** : PSE sur 47 salariés en **Moselle** ; annonce direction 01.24 ; impact sur au moins 12 emplois en intérim
- **Alstom** : plan de suppression d'emplois au siège en **Seine-St-Denis** ; 293 personnes ; annonce presse 13.2.24 ; Alstom a versé 42 millions d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 42 millions d'euros sous forme de dividendes).
- **Draka-Comteq** (fabrication câbles électriques) : PSE sur 82 emplois (11.23) ; fermeture usine dans le **Pas-de-Calais** (02.24)
- **Valdunes** : PSE sur 121 emplois, site dans le **Nord** (03.24)
- **Vantiva** (construction box et décodeurs Internet) : PSE sur 91 postes, site en **Ille-et-Vilaine** (03.24)
- **Thalès Alenia Space** (aérospatial) : plan de suppression de 980 emplois en **Haute-Garonne** et dans les **Alpes-Maritimes** ; annonce direction 03.24 (sous couvert notamment possibilité redéploiement dans le groupe) ; Thalès a versé 1,1 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 600 millions de dividendes versés et 500 millions de rachat d'actions).
- **Nokia** : PSE sur 357 emplois en **Essonne** ; annonce direction 03.24
- **IBM France** : PSE sur 206 emplois ; annonce direction 03.24 ; cette annonce permet de considérer avec un certain recul celle d'IBM de « *recrutement de 50 chercheurs et ingénieurs d'ici l'année prochaine* » faite lors de Choose France 2024...
- **Systovi** (panneaux solaires) : cessation d'activité (04.24) ; 87 suppressions d'emplois en **Loire-Atlantique**
- **Valti (tubes en acier)** : site menacé de fermeture à brève échéance ; 140 emplois menacés en **Côte-d'Or** (05.24)
- **Saunier Duval** (fabricant de pompes à chaleur ; **Loire-Atlantique**) : 50 emplois menacés (05.24)
- **ArcelorMittal Centre de Services** : plan de réduction de 15% des effectifs ; au moins 60 emplois supprimés notamment dans la **Marne** (annonce direction 09.24)
- **Manufacture des Lumières** (luminaires) : 102 emplois supprimés (**Puy-de-Dôme**) ; liquidation 06.24
- **Caddie (fabrication de chariots de supermarché)** : cessation d'activités, 110 emplois supprimés dans le **Bas-Rhin** (07.24)
- **Trefilunion Commercy** (trefilage ; **Meuse**) : 37 emplois menacés (09.24)
- **La Meusienne d'Ancerville** (**Meuse**) : 90 emplois menacés (09.24)
- **Arcelor Mittal Fos-sur-Mer** (**Bouches-du-Rhône**) : PSE portant sur 10% des effectifs de l'usine (2500 personnes et 1500 sous-traitants actuellement), annonce faite par la direction (23.9.24)

Agroalimentaire

- **Caves de Wissembourg** : PSE sur 39 salariés dans le **Bas-Rhin** (09.23)
- **Tereos** : PSE sur 62 emplois ; fermeture d'un site dans la **Marne** (10.23)
- **Socopa Viandes** (abattoir): fermeture d'un site en **Mayenne** ; 210 emplois supprimés (10.23)
- **Buitoni** : PSE sur 118 emplois ; fermeture de l'usine de Caudry, dans le **Nord** (12.23)
- **Macotab** (tabac): fermeture de la dernière usine de production (**Corse**) de cigarettes en France ; 29 licenciements (12.23)
- **Nestlé Waters** : 171 suppressions de postes dans les **Vosges** sur le site de Vittel (départs volontaires et pré-retraites) ; PSE 11.23
- **Lu (groupe Mondelez)** : fermeture de l'usine de Château-Thierry (**Aisne**) prévue en 12.25 ; 61 licenciements + impact sur environ 20 intérimaires et 20 salariés de sous-traitants, soit 100 emplois au total ; annonce 02.24
- **Labeyrie** : suppression de 115 emplois (fermeture usine de Boulogne dans le **Pas-de-Calais** et PSE sur 38 salariés en 02.24 ; rupture conventionnelle collective pour 77 salariés du groupe en 03.24)
- **ADM** (nutrition animale) : plan de 13 suppressions de postes et 50 emplois menacés sur les sites du **Morbihan**, des **Côtes-d'Armor** et de l'**Orne** (PSE 03.24)
- **AIM (découpe de viande)** : liquidation judiciaire ; 60 emplois supprimés en **Ille-et-Vilaine** (07.24)
- **Abattoir Quintin Viandes** (**Côtes d'Armor**) : 100 emplois menacés (07.24)
- **Saupiquet** (**Finistère**) : 155 emplois menacés (07.24)
- **Bonduelle Maizey** (**Meuse**) : 159 emplois menacés (09.24)

Energie

- **Centrale de Gardanne** (**Bouches-du-Rhône**): CSE extraordinaire ; 130 emplois menacés ; engagement signé, mais le gouvernement Attal a refusé de le mettre en œuvre (07.24)
- **Centrale de Cordemais** (**Loire-Atlantique**): annonce direction projet de fermeture en 2027 ; 340 emplois directs et 120 emplois de prestataires menacés (09.24)

Construction (hors BTP)

- **Diva** (fabricant de canapés): 104 emplois supprimés dans la **Loire** ; liquidation judiciaire en 07.24
- **Cimenterie Calcia/Heidelberg Materials** : fermeture des sites de Beffes (**Cher**) et Villiers-au-Bouin (**Indre-et-Loire**) programmées en 2025 ; annonce direction 04.24 ; 174 emplois menacés
- **Provot Frères (scierie)**: passage en redressement judiciaire, 40 emplois menacés dans les **Deux-Sèvres** (05.24)
- **France Solar** (installation panneaux photovoltaïques ; **Bas-Rhin**): 150 emplois supprimés (07.24)
- **Gautier** (meubles ; **Vendée**): 700 emplois menacés (redressement judiciaire ; 07.24)
- **Pecovec** (emballages en bois ; **Meuse**) : 8 emplois menacés (09.24)
- **Azur Production** (menuiserie industrielle ; **Meurthe-et-Moselle**): 50 emplois menacés (09.24)

Livre, papier, communication, médias

- **Microsoft France** : plan de départ volontaire portant sur 209 emplois ; annonce direction 08.23
- **Yahoo France** : PSE sur 34 emplois (08.23)
- **Onclusive** (analyse médias et communication): PSE sur 166 emplois dans les **Hauts-de-Seine** pour remplacement par IA (01.24); « *Un rapport confidentiel du cabinet comptable Livingstone Expert CSE, commandé par les représentants du personnel et que « Les Echos » ont pu consulter, évoque une « extraction de la valeur générée » par l'entreprise française vers d'autres entités du fonds d'investissement américain Symphony Technology Group (STG) (...) le cabinet d'expert-comptable montre qu'en 2022, RIF a « perdu » 12,2 millions d'euros de son bilan, facturés par d'autres entités du groupe dans le Delaware (Etats-Unis), au Royaume-Uni et à Jersey. Des facturations contestées par les syndicats, et qui représentent 20 % du chiffre d'affaires 2022 de RIF (61,137 millions d'euros). Pour Livingstone, ces transactions ont pour effet d'amoinrir la rentabilité apparente de l'entreprise, qui passe ainsi de 13,3 à 1,1 million d'euros de résultat d'exploitation.* »¹⁰

¹⁰ <https://www.lesechos.fr/tech-medias/intelligence-artificielle/onclusive-le-plan-de-remplacement-de-personnels-par-lia-conteste-2046452> 15 janvier 2024

- **UPM Raflatac** (adhésifs) : PSE sur 50 postes (11.23) ; site en **Meurthe-et-Moselle**
- **Papèteries de Condat** : PSE sur 174 salariés en **Dordogne** (10.10.23)
- **Graph 2000** (imprimerie) : 14 suppressions d'emplois dans l'**Orne** ; annonce direction 10.23
- **Dauphiné Libéré** : plan de départs volontaires sur 20 postes en **Isère** (11.23)
- **Imprimerie Clerc** : fermeture du site dans le **Cher** ; 47 emplois supprimés ; liquidation 11.23
- **Smufirt Kappa** (papier recyclé) : fermeture usine Le Pontet (**Vaucluse**) ; PSE sur 55 salariés (02.24)
- **Worldline (paiement)** : rupture conventionnelle collective visant à réduire les effectifs de 8%, soit 330 postes (02.24)
- **RDM Blendecques** (cartonnerie) : fermeture du site situé dans le **Nord** ; 176 postes menacés sauf si repreneur (loi Florange) d'ici fin juin (14.3.24)
- **Sud-Ouest** : PSE sur 118 postes en **Gironde** (03.24)
- **Milee** (distribution prospectus) : 10 000 emplois supprimés ; liquidation (09.24)
- **Payfit** (gestion ressources humaines et paie) : PSE sur 110 salariés ; annonce direction 03.24
- **Orange Business Services** : plan de départ volontaires sur 643 postes en vue de délocaliser (validation ministère 04.24) ; Orange a versé 1,9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,9 milliards d'euros sous forme de dividendes).
- **Ahlstrom Bousbecque** (papèterie) : fermeture du site dans le **Nord** ; cessation d'activité ; 117 postes menacés sauf si repreneur (loi Florange) d'ici fin août (23.4.24)
- **Disney France** (cinéma) : plan de 30 licenciements dans le cadre d'un plan mondial de réduction des effectifs (05.24) ; « *l'entreprise, qui est également dans le viseur de Bercy pour de nouveaux soupçons de fraude fiscale* »¹¹.
- **Imprimerie Gresset** (**Jura**) : 35 emplois menacés (06.24)
- **Stempa Papeterie de Stenay** (**Meuse**) : 130 emplois menacés (09.24)
- **Papeterie Lecas** (**Charente**) : annonce de fermeture faite par la direction en vue d'une délocalisation ; 70 emplois menacés (09.24)
- **Papeterie de Saint-Michel** (**Charente**) : liquidation judiciaire ; 65 emplois supprimés (09.24)

Verre et céramique

- **Verrerie Holophane** (travaille pour la filière auto) : PSE sur 208 emplois ; fermeture de l'usine dans l'**Eure** (11.23)
- **Duravit Bischoffler** (céramique sanitaire et mobilier salle de bains) : arrêt de la production de céramique sanitaire (dernière en France) ; site dans le **Bas-Rhin** ;

¹¹ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/05/03/disney-france-dans-la-tourmente-climat-social-tendu-soupcons-d-evasion-fiscale_6231251_4355770.html 3 mai 2024

193 licenciements ; annonce direction 12.23 ; délocalisation vers Chine, Egypte et Allemagne

- **Flabeg France** (miroiterie pour la filière auto) : liquidation judiciaire du site dans le **Bas-Rhin** (04.24) ; 108 emplois supprimés

Textile

- **Desseilles** (dentelle) : reprise après liquidation de l'entreprise située à Calais (**Pas-de-Calais**) ; PSE sur 50 salariés (01.24)
- **Paule Ka** (vêtements de luxe) : 37 emplois menacés à **Paris** ; redressement judiciaire 04.24
- **Bragard SAS** (vêtements professionnels) : au moins 40 emplois impactés dans les **Vosges** ; redressement judiciaire 04.24
- **MCD Confection** : entreprise de **Saône-et-Loire** placée en redressement judiciaire (05.24) ; reprise de 10 emplois sur 25 (07.24)
- **Chamberlain** (chaussures ; **Dordogne**) : liquidation judiciaire ; 14 emplois supprimés (07.24)
- **Kraft Company** (confection ; **Loire**) : liquidation judiciaire ; 15 emplois supprimés (08.24)
- **Boissy** (chaussures ; **Haute-Loire**) : liquidation judiciaire ; 45 emplois menacés (09.24)
- **Bergère de France Bar le Duc** (**Meuse**) : 160 emplois menacés (09.24)

Banques, assurances, prévoyance/mutualité

- **Colonna** (prévoyance) : PSE sur 99 emplois dans le **Loiret** (12.23)
- **Mutualité française** : PSE sur 75 postes (11.23)
- **Orange Bank** : PSE sur 650 salariés dans l'**Oise** et en **Seine-St-Denis** (01.24) ; Orange a versé 1,9 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,9 milliards d'euros sous forme de dividendes).
- **Société générale** : 1050 suppressions d'emplois annoncées à la DIRECCTE ; impact sur 3000 emplois supplémentaires (prestataires extérieurs notamment) selon la CGT Société générale ; annonce direction 5.2.24 ; la Société générale a versé 1,8 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 1,4 milliards de dividendes versés et 400 millions de rachat d'actions).

- **Ma French Bank/Banque postale** (banque digitale) : cessation d'activité ; PSE sur 155 suppressions de postes (9.4.24)
- **Banque de France** : projet engagé de suppression de 130 emplois par l'externalisation de la mission régalienne d'entretien et de mise en circulation des billets ; fermeture programmée de 9 sites dans la **Marne, en Moselle, en Seine-Maritime, dans les Deux-Sèvres, en Haute-Vienne, en Haute-Savoie, en Isère, dans les Alpes-Maritimes et dans l'Hérault** (05.24)

Bâtiment / immobilier

- **Batidur** (construction immobilière) : 30 salariés licenciés en **Haute-Vienne** ; liquidation judiciaire 12.23
- Plan annoncé chez **Vinci Immobilier** en 01.24 ; 150 emplois supprimés (07.24). Vinci a versé 2,7 milliards d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 2,2 milliards de dividendes versés et 500 millions de rachat d'actions).
- **Bonna Sabla (BTP)** : fermeture du site de Vendargues (**Hérault**) ; 20 emplois supprimés ; annonce direction 03.34
- **Nexity (promoteur immobilier)** : plan de suppression de 502 postes ; annonce direction lancement PSE 04.24
- **Bouygues Immobilier** : PSE sur 225 salariés (04.24) ; Bouygues a versé 700 millions d'euros à ses actionnaires en 2023 (dont 670 millions de dividendes versés et 30 millions de rachat d'actions)
- **P2I (promoteur immobilier)** : passage en redressement judiciaire ; 82 emplois menacés dans les **Deux-Sèvres** (05.24)

Services à la personne / Restauration collective

- **Groupe RVO (EHPAD)** : PSE sur 22 emplois dans le **Maine-et-Loire** (12.23)
- **Vercors Restauration** (restauration collective pour collectivités publiques) : société publique locale en **Isère** ; annonce de fermeture 03.24 ; 21 licenciements
- **Medicharme Jardins d'Aiffres** (EHPAD) : fermeture du site (**Deux-Sèvres**) ; 36 licenciements (04.24)

Commerce

- **Naf Naf** : 621 emplois menacés ; redressement judiciaire 09.23 ; reprise 06.24 ; 88 licenciements
- **Jennyfer** (commerce Habillement succursaliste) : PSE 69 licenciements (octobre 2023)
- **Habitat** : 383 licenciements ; liquidation 12.23
- **Minelli** (commerce Chaussure succursaliste) : PSE 220 licenciements (janvier 2024)
- **Pimkie** (commerce Habillement succursaliste) : PSE 239 licenciements (janvier 2024)
- **Rediv** (seconde main) : liquidation judiciaire ; fermeture du site d'Hastingues (**Landes**) ; PSE sur 102 salariés (01.24)
- **Plateforme logistique Conforama** : fermeture du site de St-Georges d'Espéranche (**Isère**) ; 78 emplois supprimés ; annonce direction 10.1.24
- **Brico Privé** (vente en ligne) : PSE sur 174 licenciements en **Haute-Garonne** ; annonce direction 02.24
- **Néomarché/Alinéa** : PSE sur 64 emplois dans le **Vaucluse** (02.24)
- **Chaussexpo** : liquidation judiciaire ; reprise partielle ; 376 licenciements ; jugement tribunal commerce 13.3.24
- **Monoprix** : PSE de 102 personnes au siège social dans les **Hauts-de-Seine** (CSE du 24 avril 2024)
- **IKKS** (commerce Habillement succursaliste) : PSE 192 licenciements (avril 2024)
- **CASS** (commerce de détail non alimentaire) : PSE en cours de négociation (accord de méthode signé le 9 avril ; fin des négociations PSE en mai 2024) : 85 licenciements (avril 2024)
- **Casino** : 3300 emplois supprimés au terme du processus de restructuration du groupe (09.24) notamment dans la **Loire** ; en juillet 2023, Bruno Le Maire « a rappelé que l'Etat avait accordé au distributeur un report de charges sociales et fiscales, d'un montant total d'environ 300 millions d'euros, dues pour la période allant de mai à septembre 2023. « Cette aide devra être remboursée par les repreneurs à l'Etat »¹².
- **Leroy Merlin** : suppression des 200 postes de comptables des magasins du groupe ; annonce direction 04.24
- **Body Shop France** : 260 emplois menacés ; redressement judiciaire (04.24)
- **Nature et Découvertes** : plan de suppression de 74 emplois (annonce direction 05.24)
- **Viasanté** (magasins d'optique ; **Pyrénées Orientales**) : 45 emplois menacés (06.24)
- **Lapeyre** : PSE sur 200 emplois, notamment dans l'**Eure**, le **Pas-de-Calais** et le **Doubs** (07.24)
- **Des marques et vous (commerce habillement)** : passage en liquidation judiciaire ; 143 emplois préservés sur 300 dans le cadre de la reprise (09.24)
- **Esprit** (prêt à porter ; **Hauts-de-Seine**) : liquidation judiciaire ; 145 emplois supprimés (09.24)

¹² https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/07/11/reprise-de-casino-l-etat-sera-vigilant-sur-l-emploi-et-sur-le-maintien-du-siege-a-saint-etienne-jugeant-les-offres-solides-affirme-bruno-le-maire_6181538_3234.html

Logistique / transports

- **SNCF** (fret) : plan de suppression de 480 emplois (12.23)
- **Just Eat** (livraison à domicile) : PSE sur 117 emplois en CDI ; annonce direction 01.24
- **Urb-It** (livraison à vélo) : redressement judiciaire 01.24 ; 83 emplois menacés
- **FDG Objat** (logistique) : fermeture d'un site en **Corrèze** programmée pour 06.24 ; 27 emplois menacés (CSE 02.24)
- **Flink** (livraison à domicile) : 128 postes supprimés à **Paris** ; liquidation 04.24

Santé, services publics, insertion

- **Protection Judiciaire de la Jeunesse** : 500 postes supprimés (08.24)
- **Hôpital de Dax** (**Landes**) : 40 emplois menacés (09.24)
- **Vertex** (**Ariège**) : 92 emplois menacés (18.9.24)

Relations presse confédérales - *contacts* :

- Marylie Breuil (secrétariat général) 06 80 62 02 74 / m.breuil@cgt.fr
- Mélanie Vasselin (bureau confédéral) 06 80 61 62 13 / m.vasselin@cgt.fr
- Laure Gaurois / l.gaurois@cgt.fr

Mail : presse@cgt.fr

